Manuel Valls n'est jamais le dernier pour réduire la démocratie à l'acquiescement à la pensée unique. Dernière sortie en date le 12 novembre quand, invité de Public-Sénat, le Premier Ministre a poussé sa logique jusqu'à considérer que la question de la fusion des listes PS et LR *« se posera […] au soir du premier tour »* et qu'écarter cette *« hypothèse »* revenait à *« mentir aux Français »*
.

En faisant cela, Manuel Valls ne se contente pas de nourrir le vote Front National pour minimiser une victoire supposée de la droite et chercher à atténuer ainsi l'image du désastre à venir pour le parti socialiste et son gouvernement. Il poursuit parallèlement sa quête visant s'affranchir du vote des citoyen-ne-s pour imposer le règne d'une politique commune confiée aux soins d'une gouvernance oligarchique.

Car dès lors que droite et PS fusionneraient au second tour, le tronc commun des politiques qu'ils mettent en œuvre aujourd'hui en alternance deviendrait la matrice d'un tout hégémonique qui ne saurait plus souffrir la contradiction. Le premier tour lui-même n'aurait plus d'autre utilité que de faire valider par des électeurs potiches l'agrément au consensus au centre. On y entrerait un coup par la droite, un coup par la gauche, et toute tentative d'alternative serait rejetée aux marges.

Le modèle valsiste défie donc ouvertement la souveraineté populaire en la réduisant à peau de chagrin. Il n'est plus seulement question d'une seule politique possible mais désormais de sa mise en œuvre qui deviendrait l'œuvre d'un même appareil bicéphale.

Manuel Valls ne disait pas autre chose il y a un an quand, devant le Sénat, il venait défendre sa réforme territoriale. Il considérait alors que les intercommunalités inscrites dans une gouvernance commune à la gauche et la droite sont « ces lieux où l'intérêt général prime », renvoyant les communes à des intérêts partidaires.

Les conséquences de ce nouveau franchissement sont immenses. Pour l'heure, alors que de

nombreux territoires issus de la loi NOTRe vont voir le jour, il convient pour les futurs élu-e-s de ces territoires de ne pas se laisser prendre au piège qui leur est pareillement tendu par la promotion d'un modèle de co-gouvernance gauche-droite. Celles et ceux qui entendent travailler au nom du peuple qui les a choisis pour le représenter ne doivent pas céder aux sirènes de cette anémie mortifère. Dans la majorité ou l'opposition, leurs exigences de rupture avec l'ordre établi et de transformation radicale de la société sont l'ultime rempart face à la société post-démocratique dont Manuel Valls est l'ultime avatar.